

G. Duteurtre
K. Alinon
K. Mian-Oudanang
(dir.)

Pasteurs et agropasteurs du Tchad face aux changements

TERRITOIRES SAHÉLIENS ET SOUDANIENS
EN TRANSITION



KARTHALA

Le Tchad est le cinquième pays d'Afrique par sa taille, mais il possède le deuxième troupeau de ruminants. L'élevage pastoral y a connu un essor sans précédent depuis 30 ans, le pays ayant été relativement préservé des conflits impliquant des groupes djihadistes qui se déroulent plus à l'Ouest.

Or, cette croissance du cheptel pastoral tchadien n'a pas pu se dérouler sans un bouleversement profond des pratiques et des règles d'accès aux parcours. L'extension des surfaces cultivées, les irrégularités du climat, l'insécurité politique et les modifications des écosystèmes ont provoqué des recompositions des troupeaux et des mouvements saisonniers de transhumance.

Le présent ouvrage fait le point sur les connaissances actuelles sur le sujet. Il aborde les raisons de l'essor du cheptel qui tiennent à la dynamique des systèmes agropastoraux. Il examine aussi les recompositions des territoires sahéliens et soudanais du Tchad liées à ces bouleversements, et les enjeux d'aménagement. Enfin, l'ouvrage discute des implications pour les politiques publiques et les projets de développement.

***Guillaume Duteurtre** est agroéconomiste au Cirad. Il dirige actuellement le laboratoire Selmet à Montpellier spécialisé dans l'étude des systèmes d'élevage méditerranéens et tropicaux. **Koffi Alinon** est sociologue des ressources pastorales au Cirad, basé à N'Djamena. **Koussou Mian Oudanang** est maître de recherche à l'Ired à N'Djamena.*

***Ont également contribué à cet ouvrage :** Mahamat Fayiz Abakar, Faridath Aboudou, Véronique Ancey, Guy-Florent Ankogui-Mpoko, Kossi Bessan Amegnaglo, Denis Bastianelli, François Baudouin, Ali Brahim Béchir, Christophe Bénard, Roger Blein, Henri Ouya Bondoro, Richard Ngandolo Bongo Naré, Bernard Bonnet, Florent Cornu, Haiwang Djaklessam, Herbert Bamaré Djomtchaigué, François Doligez, Serena Ferrari, Bertrand Guibert, Pierre Hiernaux, Alexandre Ickowicz, Audrey Jolivot, Lionel Julien, Saverio Krättli, Justin Nadji Langtar, Mahamat Amine Mahamat Ahmat, Baizina Mama, Narcisse Djimasngar Mbaiti, Ghislaine Mbeurnodji, David Minaïngar Mingueyambaye, Charles-Henri Moulin, Haroun Moussa, Ronan Mugelé, Hamat Constant Ngaroussa, Bouzabo Patchili, Cyril Pélissier, Christine Raimond, Frédéric Réounodji, Ousman Mahamat Saleh, Pabamé Sougnabé, Bio Goura Soulé, Zacharia Berim Souli, Nadjitessem Tanassengar, Mahamat Zene Wadji Tassi, Mahamat Abderahim Toko, Xiaoye Tong, Ibra Touré, Chloé Violon, Thijs Wissink.*



**PASTEURS ET AGROPASTEURS
DU TCHAD
FACE
AUX CHANGEMENTS**

KARTHALA sur internet :
www.karthala.com

© Éditions Karthala, 2026
ISBN : 978-2-38409-459-2

SOUS LA DIRECTION DE
**Guillaume DUTEURTRE, Koffi ALINON,
Koussou MIAN-LOUDANANG**

**PASTEURS
ET AGROPASTEURS
DU TCHAD
FACE
AUX CHANGEMENTS**

**Territoires sahéliens et soudaniens
en transition**

KARTHALA
22-24, Bd Arago
75 013 Paris

Sommaire

Les auteurs	9
Préface	15
Introduction. Pasteurs et agropasteurs du Tchad face aux changements.....	17
Portraits d'éleveurs.....	27

PARTIE 1

LES RAISONS DE L'ESSOR DU PASTORALISME

1. L'essor du pastoralisme au Tchad : des troupeaux et des hommes en mouvement.....	57
2. L'état des ressources pastorales au Tchad : importance des variabilités saisonnières et du changement climatique.....	77
3. Les tensions sur les ressources pastorales face à l'avancée du front agricole, à la croissance du cheptel, et à l'extension des aires protégées au Tchad.....	105
4. Diversité des types de ruminants domestiques du Tchad.....	115
5. Les systèmes pastoraux et agropastoraux au Tchad : éléments pour une typologie.....	137

6. **L'économie agropastorale au Tchad : importance pour les ménages ruraux et pour le commerce régional.....** 159
7. **La santé animale dans un contexte de changement climatique au Tchad de 2010 à 2025 : défis et opportunités** 181

PARTIE 2

LE PASTORALISME DANS LES TERRITOIRES : TENSIONS ET SOLUTIONS

8. **Les modes d'accès aux parcours : alliances locales et gestion des itinéraires de transhumance** 201
9. **L'accès aux ressources naturelles dans la région du Fitri : diversification des éleveurs, division des agriculteurs et fragmentation de la gouvernance du territoire** 221
10. **Accompagner la concertation locale pour une gouvernance territoriale partagée des ressources agropastorales : le cas du barrage de Moukoulou (Guéra, Tchad)** 249
11. **Agropasteurs, transhumants et aires protégées au Tchad : une relation à renforcer.....** 267
12. **Élevage pastoral et mobilité transfrontalière entre le Tchad et la RCA : opportunités et défis.....** 287

PARTIE 3

LE RÔLE DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DES PROJETS

13. **L'intégration de la mobilité pastorale dans les politiques publiques au Tchad.....** 309
14. **Les dispositifs de prévention et de gestion des conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles au Tchad** 327
15. **L'hydraulique en appui à la mobilité pastorale au Tchad : du bilan technique à une réflexion face au changement climatique.....** 347

16. Améliorer la disponibilité et l'accessibilité en fourrages et aliments du bétail au Tchad.....	367
17. Accompagner le développement intégré des territoires pastoraux : l'approche du projet Prepas dans l'est du Tchad.....	395
18. Une prospective des systèmes d'élevage agropastoraux en Afrique de l'Ouest à l'horizon 2040	425
Conclusion.....	451
Perspectives, enjeux pour le futur	451
Postface.....	455

Les auteurs

Mahamat Fayiz ABAKAR est maître de recherche en épidémiologie et en microbiologie à l'Institut de recherche en élevage pour le développement (Ired), N'Djaména, Tchad.

Faridath ABOUDOU est socio-économiste, chargée de programme chaîne de valeur et agribusiness à la Cedeao, chercheuse associée au laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale (Lares).

Koffi ALINON est sociologue des ressources pastorales au Cirad, au sein de l'unité mixte de recherche Selmet. Il est accueilli à l'Ired à N'Djaména, Tchad.

Véronique ANCEY est socio-économiste au Cirad, au sein de l'unité mixte de recherche Art-Dev, à Montpellier, France.

Guy-Florent ANKOGUI-MPOKO est maître de conférences en géographie à l'université de Bangui. Il a été directeur scientifique du Prasac.

Kossi Bessan AMEGNAGLO est enseignant-chercheur en écologie pastorale au sein du laboratoire de botanique et d'écologie végétale de la faculté des sciences, université de Lomé, Togo.

Denis BASTIANELLI est chercheur en alimentation animale au Cirad, au sein de l'unité mixte de recherche Selmet, à Montpellier, France.

François BAUDOUIN est expert en développement pastoral, directeur général de Acacia-Consulting, France.

Ali Brahim BÉCHIR est maître de recherche en pastoralisme à l'Institut national des sciences et techniques d'Abéché (Insta), et conseiller technique

national auprès du Programme de renforcement de l'élevage pastoral dans les provinces du Batha, de l'Ennedi et du Wadi Fira au Tchad (Prepas).

Christophe BÉNARD est expert élevage et pastoralisme, hydraulique pastorale et gouvernance des marchés à bétail, chargé de mission à l'Iram, France.

Roger BLEIN est agro-économiste, spécialiste des politiques publiques régionales de développement rural et de sécurité alimentaire, bureau Issala.

Henri Ouya BONDORO est géographe au Centre national de recherche et de développement (CNRD) au Tchad.

Richard Ngandolo BONGO NARÉ est chargé de recherche en épidémiologie et en santé animale. Il est directeur adjoint de l'Ired, basé à N'Djaména, Tchad.

Bernard BONNET est géographe, zootechnicien, chargé de programme au sein du pôle Acteurs Ressources et Territoires de l'Iram, basé à Montpellier, France.

Florent CORNU est géographe et directeur des opérations au cabinet CA17 qui est met en œuvre le projet Prepas et est basé en France.

Haiwang DJAKLESSAM est chercheur géographe à l'Ired et travaille sur la gouvernance des ressources autour du lac Fitri. Il est basé à N'Djaména, Tchad.

Herbert Bamaré DJOMTCHAIGUÉ est chercheur généticien à l'Ired et a animé la composante sur la production des connaissances du projet Accept. Il est basé à N'Djaména, Tchad.

François DOLIGEZ est enseignant-chercheur, agro-économiste chargé de programme au sein du pôle Acteurs, Politiques publiques et Évaluations à l'Iram, France.

Guillaume DUTEURTRE est chercheur en économie et politiques d'élevage au Cirad. Il travaille au sein de l'unité mixte de recherche Selmet, à Montpellier, France.

Serena FERRARI est socio-économiste au Cirad, basée à l'unité mixte de recherche Selmet, en poste à Addis-Abeba, Éthiopie.

Bertrand GUIBERT est géographe, zootechnicien, pastoraliste, spécialiste des stratégies nationales d'hydraulique pastorale, retraité chargé de programme à l'Iram, France.

Pierre HIERNAUX est agronome, écologue, consultant indépendant à Pastoralisme Conseil, chercheur retraité (anciennement Cnrs/Cesbio, Get, Ilri, et Cipea), basé en France.

Alexandre ICKOWICZ est vétérinaire, zootechnicien, spécialiste du Sahel. Il est basé à Montpellier, France.

Audrey JOLIVOT est géomaticienne au Cirad, au sein de l'unité mixte de recherche Territoires Environnement Télédétection et Information spatiale (Tetis) à Montpellier, France.

Lionel JULIEN est zootechnicien au Cirad, au sein de l'unité mixte de recherche Selmet, en poste à Rabat, Maroc.

Saverio KRÄTLI est pastoraliste et consultant international. Il travaille sur les questions d'éducation en milieu nomade et dirige la revue Nomadic People.

Justin Nadji LANGTAR est docteur vétérinaire, directeur de la santé animale du Tchad.

Mahamat Amine MAHAMAT AHMAT est zootechnicien et responsable du service d'alimentation animale de l'Ired, N'Djaména, Tchad.

Baizina MAMA est zootechnicien et chercheur à l'Ired, N'Djaména, Tchad.

Narcisse Djimasngar MBAÏTI est spécialiste de l'environnement au ministère de l'Environnement et des Ressources halieutiques du Tchad.

Ghislaine MBEURNODJI est docteure vétérinaire, directrice générale des services vétérinaires du Tchad.

Koussou MIAN-LOUDANANG est maître de recherche, chercheur en zootechnie à l'Ired. Il a coordonné le projet Accept. Il est basé à N'Djaména, Tchad.

David MINAÏNGAR MINGUEYAMBAYE est zootechnicien spécialiste en nutrition au ministère de l'Élevage et de la Production animale, Tchad.

Charles-Henri MOULIN est zootechnicien, ingénieur en chef des ponts, des eaux, et des forêts (Ipef), et enseignant-chercheur à l'Institut Agro Montpellier, France.

Haroun MOUSSA a coordonné le projet Pastor, secrétaire général du ministère de l'Élevage puis nommé conseiller à la présidence de la République du Tchad.

Ronan MUGELÉ est géographe, spécialiste du Tchad et des dispositifs de protection de la nature. Il est consultant pour African Parks Network (APN) au Tchad. Il est basé en France.

Hamat Constant NGAROUSSA est expert pastoraliste en planification des aménagements et gestion des ressources naturelles. Il est responsable de la composante 2 du Praps2-Tchad, basé à N'Djaména, Tchad.

Bouzabo PATCHILI est docteur vétérinaire, coordinateur du Centre régional de santé animale pour l'Afrique centrale, basé au Tchad.

Cyril PÉLISSIER est expert en foresterie, biodiversité, conservation et a eu à diriger le parc national de Zakouma, au Tchad.

Christine RAIMOND est géographe, directrice de recherche au CNRS, basée à l'unité mixte de recherche Prodig, Paris, France.

Frédéric RÉOUNODJI est maître de conférences en géographie à l'université de N'Djaména et est aussi secrétaire général du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de la Formation professionnelle, basé à N'Djaména, Tchad.

Ousman MAHAMAT SALEH est zootechnicien et a coordonné le Projet de renforcement de la résilience climatique et de la productivité agricole durable au Tchad (Propad).

Pabamé SOUGNABÉ est agronome et socio-économiste, il est le secrétaire exécutif permanent de la plateforme pastorale du Tchad (PPT), basé à N'Djaména, Tchad.

Bio Goura SOULÉ est agro-économiste, coordonnateur du Projet d'appui à l'offensive lait de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), précédemment assistant technique à la Cedeao sur le Pepisao, chercheur associé au laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale (Lares), basé à Abuja, Nigéria.

Zacharia SOULI est économiste statisticien au Cirad, au sein de l'unité mixte de recherche Selmet, en poste au pôle Pastoralisme et Zones sèches à Dakar, Sénégal.

Nadjitessem TANASSENGAR est vétérinaire zootechnicien à l'Ired. Il est chef de la division de production de vaccins, basé à N'Djaména, Tchad.

Mahamat Zene Wadji TASSI est étudiant en master de géographie à l'université de N'Djaména et a collaboré au projet Accept, Tchad.

Mahamat Abderahim TOKO est docteur vétérinaire, directeur des productions animales à la Commission économique du bétail, de la viande et des ressources halieutiques (Cebevirha), Tchad.

Xiaoye TONG est professeure assistante au département de géographie de l'université de Copenhague, Danemark.

Ibra TOURÉ est géographe au Cirad, directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest zone sèche, basé à Dakar, Sénégal.

Chloé VIOLON est anthropologue, en post-doctorat à l'unité mixte de recherche Paloc, Paris, France.

Thijs WISSINK est économiste, il a travaillé en particulier sur l'évaluation des impacts sociaux et économiques de la transhumance à l'échelle régionale du Pepisao, Iram, France.

Préface

Pr Abderahim AWAT ATTEIB
Ministre de l'Élevage et de la Production animale

Au Tchad, l'élevage pastoral occupe une place centrale dans l'économie nationale et dans l'amélioration des conditions de vie des populations. Le cheptel a été estimé en 2021 à plus de 137 664 217 de têtes selon les données du Bureau du recensement général de l'élevage. De nos jours, il avoisinerait 150 millions. Ce cheptel est majoritairement élevé selon le système pastoral transhumant. Ce type d'élevage est basé sur la mobilité saisonnière des troupeaux adaptée aux cycles des pâturages et de l'eau. Il permet de valoriser les immenses terres de parcours qui s'étendent du nord au sud par les troupeaux de ruminants grâce au savoir-faire des éleveurs.

Cependant, les transformations environnementales de ces dernières années, notamment la modification du climat, ont conduit à une extension des zones d'élevage vers le Sud, alors qu'elles étaient dans les années 1970 plus concentrées dans la partie sahélienne du pays. Parallèlement, le cheptel tchadien a fortement augmenté grâce aux progrès de la santé animale, et en raison de son rôle particulier dans l'épargne des ménages et dans le commerce régional. Dans ce contexte, de nombreux espaces qui étaient autrefois exempts d'activités pastorales sont aujourd'hui exploités par l'agriculture et l'élevage. À l'inverse, au cours des dernières décennies, le Tchad a connu une extension des terres cultivées non seulement dans la partie soudanienne du pays, mais aussi dans la zone sahélienne. Ces deux dynamiques croisées ont généré des risques de tensions entre utilisateurs des terres et de l'eau. Les autorités nationales, locales et coutumières sont régulièrement sollicitées pour participer à la gestion locale des ressources naturelles, et pour accompagner l'aménagement des territoires.

En outre, l'élevage pastoral est soumis à de nombreuses contraintes liées aux crises climatiques, lesquelles se combinent à d'autres défis comme la résurgence

d'épizooties, les sécheresses épisodiques, etc. Ces facteurs génèrent des crises pastorales et agricoles, souvent avec de fortes mortalités du bétail, et augmentent alors les risques de tensions entre utilisateurs des ressources.

Le présent ouvrage collectif vient à point nommé. Il présente les données les plus actuelles sur l'élevage pastoral au Tchad. Il se base sur les résultats générés par le projet Desira-Accept, le projet Pastor et de nombreux autres projets et études. Il est le fruit d'un travail collaboratif entre des chercheurs tchadiens et leurs partenaires du Cirad, de l'Iram ainsi que d'autres structures de recherche-développement. Il offre des données de référence aux décideurs ainsi qu'une documentation pertinente à un large public de consultants et d'apprenants.

Le livre se projette aussi vers l'avenir en mettant en avant les innovations qui se développent en matière de cultures fourragères et de définition de règles d'accès aux parcours et aux points d'eau. Ces avancées constituent une source d'espoir pour élargir l'offre en ressources fourragères avec pour conséquence la réduction du déficit alimentaire des troupeaux et des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles. En mettant à disposition des lecteurs des outils d'aide à l'élaboration des règles locales dans une perspective de développement dynamique et harmonieux des territoires agropastoraux, ce livre participe au maintien de la paix rurale et à la bonne cohabitation entre les communautés autour de l'accès aux ressources naturelles. Il constitue ainsi un outil précieux de mise en œuvre des futures politiques d'aménagement agropastoral envisagées par les plus hautes autorités du pays depuis les engagements pris lors du colloque de N'Djaména en mai 2013 et réaffirmés suite au forum de Nouakchott+10 en novembre 2024 dont la déclaration vise à accélérer le développement des filières d'élevage et la sécurisation des systèmes pastoraux.

Bonne lecture.

Introduction

Pasteurs et agropasteurs du Tchad face aux changements

Guillaume DUTEURTRE, Koffi ALINON, Koussou MIAN-UDANANG
(avec les coauteurs des chapitres)

DE L'ORIGINE DE CET OUVRAGE

Aussi étonnant que cela paraisse, aucun ouvrage sur l'élevage pastoral au Tchad n'avait jusqu'à présent été publié. De nombreux travaux de recherche y ont été consacrés, de nombreux rapports d'expertises sont disponibles (voir notamment Sougnabé, 2016), et plusieurs colloques ont offert des mises en débat (Alfarouk *et al.*, 2011 ; CSAO/OCDE-AFD, 2013, Alinon et Mian-Oudanang, 2025). Mais aucun document de synthèse n'avait jusqu'à présent été initié au niveau national, pour compléter les ouvrages de référence relatifs à certaines zones du pays (Le Rouvreur, 1989 ; Barraud *et al.*, 2001 ; Marty *et al.*, 2009).

Pourtant, l'élevage pastoral est au cœur des transformations actuelles de la société tchadienne. Il constitue à la fois un pilier de l'économie nationale, un élément structurant de l'organisation des territoires, et une composante essentielle de la culture et de l'identité de ce vaste pays (Duteurtre *et al.*, 2002). Depuis trente ans, l'élevage pastoral a d'ailleurs été l'objet d'un grand nombre de projets d'appui et de politiques de développement (Réounodji *et al.*, 2005 ; Pastor, 2022).

Plus encore, le secteur pastoral est l'objet de controverses les plus vives, qui proviennent de diverses tensions vécues par les différentes communautés rurales,

qu'il s'agisse de populations agricoles, agropastorales ou pastorales. Comme l'on pourra le lire dans les textes réunis ici, ces tensions et ces controverses sont nombreuses, et trouvent leur origine dans de multiples facteurs à la fois économiques, environnementaux, politiques et sociaux. Pour aborder ces problèmes dans leur diversité, et surtout les solutions qui s'offrent aux acteurs, il convenait d'adopter un point de vue pluridisciplinaire, et de donner autant d'éclairages complémentaires par le biais de chapitres. C'est l'objet du présent ouvrage.

Il restait à trouver un point d'entrée, une orientation commune pour tous ces chapitres, qui puisse refléter de manière synthétique les transformations du monde pastoral et leurs diverses implications écologiques, économiques et sociales. Comme nous allons le voir, c'est l'essor du cheptel de ruminants au Tchad, phénomène inédit par son ampleur, qui a constitué ce point d'entrée.

Étiré du nord au sud sur plus de 1 700 km, du désert du Sahara aux forêts soudaniennes humides, le Tchad est le cinquième pays d'Afrique par sa superficie. C'est aussi le deuxième par son cheptel de ruminants¹. En effet, le cheptel pastoral tchadien a connu un essor sans précédent depuis cinquante ans. On estime que, depuis le dernier recensement de 1976, le nombre de bovins a été multiplié par dix tandis que le nombre de petits ruminants et de dromadaires a été multiplié par vingt. Le Tchad possède ainsi aujourd'hui le plus gros troupeau camelin du monde. Dans le même temps, la population humaine a augmenté d'un facteur 5 (Faostat, 2025).

Cet essor du cheptel pastoral s'est doublé d'un bouleversement profond des pratiques et des règles d'accès aux parcours. L'extension des surfaces cultivées, les incertitudes du climat, l'insécurité politique et les modifications des écosystèmes ont provoqué d'intenses migrations ainsi que des recompositions des troupeaux et des mouvements saisonniers de transhumance.

L'objectif du présent ouvrage est de faire le point sur ces recompositions qui traversent le monde du pastoralisme au Tchad, afin de mieux pouvoir accompagner le développement durable du pays. Pour cela, il nous semble important de proposer une approche en trois étapes : l'identification des raisons de l'essor du pastoralisme ; l'analyse du pastoralisme dans les territoires ; et l'identification des besoins en termes de politiques et de projets.

Par ailleurs, pour aider le lecteur à pénétrer dans la réalité du sujet, nous présentons en début d'ouvrage une série de dix portraits d'éleveurs. Ces portraits illustrent la diversité des pratiques pastorales au Tchad.

LES RAISONS DE L'ESSOR DU PASTORALISME

La première partie de l'ouvrage aborde les facteurs qui ont conduit à la croissance du cheptel, et qui ne tiennent pas seulement à la dynamique

1. En 2023, ce cheptel était composé de 37,6 millions de bovins, 10,7 millions de dromadaires, 48,6 millions de moutons, et 49,3 millions de chèvres (Faostat, 2025).

démographique des troupeaux. L'objectif consiste à souligner la pluralité des processus zootechniques, écologiques, économiques et sociaux qui affectent le devenir des éleveurs et de leurs troupeaux.

Le chapitre 1 (Duteurtre *et al.*) caractérise en premier lieu cet essor des troupeaux de ruminants et souligne le nombre et la diversité des communautés rurales impliquées dans l'élevage de ruminants. L'histoire des différentes communautés pastorales et agropastorales qui peuplent le Tchad est rapidement ébauchée, afin de souligner l'omniprésence du pastoralisme sur l'ensemble du territoire tchadien.

La croissance des effectifs est bien sûr liée à la disponibilité en terres de parcours. Le chapitre 2 (Béchir *et al.*) présente un état des ressources pastorales et évalue l'impact des changements climatiques récents sur ces ressources. Il souligne en particulier la montée en puissance des épisodes atypiques (sécheresses, inondations, etc.). Depuis douze ans, le Tchad a connu un niveau de pluviométrie plus élevé que la moyenne des dernières décennies, mais ces pluies ont été mal réparties. Le chapitre 3 (Hiernaux *et al.*) met l'accent sur les tensions pesant sur les ressources pastorales qui proviennent de deux phénomènes parallèles à la croissance du cheptel : l'extension des terres de cultures, et l'expansion des aires protégées.

Ces différentes communautés utilisent des ressources génétiques animales très diversifiées (espèces, races, populations) qui sont décrites dans le chapitre 4 (Djomtchaigué *et al.*). Ces ressources précieuses permettent de pratiquer l'élevage pastoral dans toutes les régions écologiques du pays. Le chapitre 5 (Duteurtre *et al.*) présente les spécificités fonctionnelles du pastoralisme et de l'agropastoralisme. Au-delà de l'essor des troupeaux pastoraux existants, la croissance du cheptel de ruminants est aussi liée au développement d'une économie paysanne ayant conduit à l'investissement des revenus de l'agriculture sous forme de bétail sur pied. En zone soudanienne, les troupeaux sont donc ceux des pasteurs mais aussi ceux des agriculteurs ayant investi l'argent du coton dans du capital sur pied.

Mais la croissance des effectifs de bovins, caprins, ovins et camelins tient aussi à l'existence de circuits de commerce de bétail et aux filières laitières qui ont permis aux éleveurs de tirer des revenus de cet élevage. Le chapitre 6 (Ferrari et Souli) analyse l'ensemble des éléments de l'économie pastorale qui sous-tendent le développement du pastoralisme. L'essor démographique, combiné à l'urbanisation et à l'augmentation du revenu par habitant, a généré une poussée de la consommation de viande rouge, notamment dans les grandes métropoles des pays du golfe de Guinée. Et les éleveurs ont parfaitement su tirer parti de cette nouvelle demande. Mieux : grâce à la contribution des éleveurs pastoraux au commerce de bétail, la région est restée autosuffisante en viande rouge. L'Afrique a même augmenté ses exportations, notamment en direction des pays de la péninsule Arabique.

Enfin, l'essor du pastoralisme tient bien sûr aux progrès récents de la médecine vétérinaire et des services de santé animale. Le Tchad, comme les autres pays d'Afrique, a bénéficié des décennies de programmes de lutte qui ont conduit notamment à l'éradication de la peste bovine au début des années 2000. Cette maladie avait décimé régulièrement les troupeaux jusqu'au milieu du xx^e siècle. Les auteurs du chapitre 7 (Abakar *et al.*) font le point sur l'état sanitaire du cheptel et les programmes de santé animale à l'œuvre dans le pays.

Or, cet essor du cheptel pastoral a impliqué de profondes recompositions au sein du monde pastoral. C'est ce que montrent les chapitres qui suivent.

LE PASTORALISME DANS LES TERRITOIRES : TENSIONS ET SOLUTIONS

La deuxième partie fait le point sur les tensions au sein des territoires agropastoraux et sur les solutions qui s'offrent aux acteurs pour construire des relations apaisées. Les transformations actuelles de l'élevage pastoral s'inscrivent en effet dans des recompositions plus larges des territoires sahéliens et soudanais. Les activités d'élevage sont en interaction permanente avec les activités agricoles, les dispositifs de conservation de la nature, les marchés ruraux, ou les centres urbains. Elles apparaissent soumises à des instances de gouvernance locale ou nationale, dans des espaces enclavés ou en tension. Elles s'inscrivent aussi parfois dans des dynamiques transfrontalières. L'ensemble de cette mise en contexte nécessite des regards croisés et à différentes échelles.

Le chapitre 8 (Ngaroussa *et al.*) présente ce que l'on ne voit pas forcément mais qui est déterminant pour les mobilités pastorales, à savoir les alliances des éleveurs avec les acteurs des zones qu'ils traversent. Les auteurs du chapitre dévoilent l'importance des contrats de fumure, du transport des céréales par les transhumants, ou de la mise en place et de l'entretien des points d'eau par les sédentaires. Ces activités matérialisent les alliances entre éleveurs et agriculteurs. Celles-ci ont bien sûr des impacts sur les parcours de transhumance, sur les temps de halte, ou sur le choix des marchés à bétail qui seront fréquentés.

Deux cas d'étude particuliers sont ensuite présentés en illustration de ces enjeux territoriaux. Dans la région du lac Fitri, au centre du Tchad, les auteurs du chapitre 9 (Raimond et Violon) montrent que les zones humides ont connu une aggravation des conflits intercommunautaires en 2021-2022. Face à l'afflux de nouveaux acteurs, les anciennes alliances entre éleveurs et agriculteurs se sont révélées insuffisantes pour gérer l'accès partagé aux ressources. Certains éleveurs, qui fréquentent le lac Fitri depuis seulement quelques décennies, connaissent de grandes difficultés pour circuler dans la zone lacustre et accéder aux bourgoutières, ils en viennent alors à « forcer » le passage. Les éleveurs plus anciennement présents au Fitri, et donc plus légitimes, poursuivent jusque-là leurs parcours habituels sans trop de peine, mais ils cherchent à sécuriser leur

mobilité à venir en négociant une matérialisation croissante des couloirs de transhumance et aires de stationnement.

Une autre région du centre du Tchad est prise en exemple dans le chapitre 10 (Alinon *et al.*). Le barrage de Moukoulou, créé en 2009-2010 dans le Guéra, dispose d'importantes potentialités agrosylvopastorales qui, depuis sa création, attirent de plus en plus d'acteurs. Cependant, la recrudescence des activités pastorales, agricoles ou halieutiques a généré localement de nombreuses tensions et des conflits d'usage. Pour accompagner la mise en place de nouvelles règles d'accès aux ressources, il est important de bien analyser les interactions entre les espaces de parage et de pâture du bétail, les cultures maraîchères, et les points d'eau. Grâce à des outils cartographiques et à des démarches participatives, il est possible d'identifier des moyens de sécuriser les chemins d'accès à l'eau du barrage, et de planifier, avec les communautés locales, une gestion collective des activités agropastorales et halieutiques. Le dynamisme de cette région, la multifonctionnalité de ces espaces, la disponibilité de l'eau, des terres agricoles et du pâturage sont des atouts non négligeables pour l'essor de l'élevage dans cette région.

La gestion territoriale des activités pastorales doit pouvoir aussi mieux s'articuler avec les dispositifs de protection de la nature. Comme le montrent les auteurs du chapitre 11 (Mugel *et al.*), la recherche d'une meilleure articulation entre conservation et pastoralisme et les débats qui l'entourent sont au cœur d'enjeux socio-économiques, environnementaux et politiques majeurs. Au Tchad, des aires protégées supplémentaires ont été récemment mises en place. Certaines sont basées sur la délégation par l'État de tout ou partie de leur gestion à des organisations non gouvernementales de conservation. Or, plusieurs de ces espaces étaient des milieux exploités de longue date par diverses communautés pastorales. Les nouveaux acteurs chargés de la protection ont ainsi dû mettre en place des mesures de restriction des activités agropastorales au sein de ces aires protégées qui ont abouti à des tensions, voire à des conflits. Néanmoins, ces oppositions n'apparaissent pas rédhitoires. Il existe des moyens de réconcilier les exigences des uns et des autres. Certaines aires protégées accordent une importance croissante à la prise en compte des pratiques pastorales, elles-mêmes très hétérogènes d'un groupe social à un autre ; tandis que de nouveaux modèles de conservation émergent pour mieux insérer les aires protégées dans les territoires et limiter ainsi les conflits d'usage. Longtemps envisagées avant tout comme des « parcs-forteresses », les aires protégées tendent à devenir des espaces ouverts fonctionnant comme des pôles de sécurité, pourvoyeurs de ressources et de services directs ou indirects pour les communautés locales, et notamment pour les éleveurs et leurs troupeaux.

La gestion territoriale des activités pastorales pose aussi la question des flux transfrontaliers de bétail. En effet, depuis les années 1970, la mobilité transfrontalière s'est accentuée sous les effets conjugués du changement climatique et de la pression foncière. C'est ainsi que certains pays limitrophes

sont devenus des pays d'accueil ou de transit pour les éleveurs tchadiens. Le chapitre 12 (Sougnabé et Ankogui-Mpoko) se focalise sur le cas des éleveurs qui transhument depuis le Tchad vers la République centrafricaine. Cette mobilité transfrontalière est une réelle opportunité d'intégration économique régionale. Malheureusement, ces mouvements engendrent souvent des conflits entre les agriculteurs des pays d'accueil et les éleveurs transhumants à cause de la forte pression exercée sur les ressources naturelles partagées et, surtout, à cause des crises politico-militaires et sécuritaires qui sévissent dans la région. Selon les auteurs du chapitre, les crises politico-militaires ont ravivé les conflits agropastoraux qui ont finalement pris des dimensions identitaires.

LE RÔLE DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DES PROJETS

Dans la troisième partie de l'ouvrage, les auteurs présentent plusieurs réflexions relatives à l'orientation des politiques publiques et des projets d'appui au pastoralisme. Or, l'importance stratégique des enjeux de développement des communautés rurales contraste avec le niveau insuffisant des efforts consentis par les pouvoirs publics. Sur la période 2004-2012, les dépenses en développement rural ont représenté en moyenne seulement 9,1 % des dépenses nationales annuelles. Depuis 2008, cette part a reculé à 7 % (AFDB, 2023).

Pour comprendre les raisons de ce faible investissement, il faut s'arrêter sur l'historique des politiques pastorales. Dans le chapitre 13 (Bonnet *et al.*), les auteurs décrivent le cheminement des politiques de développement pastoral, depuis les actions de relance de l'hydraulique pastorale des années 1990, jusqu'à la régionalisation de la Stratégie nationale de développement pastoral (SNDP), élaborée en 2016 pour tenter de pallier les difficultés de reconnaissance du projet de code pastoral. Cette revue permet de souligner que, si le Tchad figure parmi les plus importants pays d'élevage pastoral du continent, l'adaptation des politiques nationales notamment en matière de reconnaissance du foncier pastoral suscite encore beaucoup de débats. Au niveau régional, en revanche, N'Djaména joue un rôle de leader dans les initiatives de dialogue politique en faveur du développement pastoral.

De nombreux acteurs du monde pastoral sont engagés auprès des politiques pour prévenir et gérer les conflits d'usage sur les ressources. Le chapitre 14 (Sougnabé *et al.*) analyse ces conflits et les moyens mis en œuvre pour y remédier. Les conflits d'usage font partie intégrante des rapports sociaux en milieu rural car les communautés qui y vivent dépendent en grande partie des ressources naturelles pour satisfaire leurs besoins essentiels. Pour faire face à cette situation, des communautés élaborent des mécanismes endogènes ou exogènes visant à prévenir, modérer ou résoudre les conflits. Ces mécanismes viennent compléter les institutions (locales ou étatiques) en charge de la gestion du territoire, ou les dispositifs traditionnels de prévention et de gestion. Les auteurs du chapitre insistent sur l'importance des comités paritaires de prévention et

de médiation mis en place par des associations, par des ONG ou bien même par l'État. Certains de ces mécanismes ont prouvé localement leur efficacité. Mais, dans l'ensemble, ils peinent à transformer positivement les conflits de manière durable. Il convient donc de repenser la gouvernance locale en matière de gestion foncière et surtout de renforcer les capacités des communautés et des acteurs locaux dans la médiation et la négociation.

La question de l'aménagement hydraulique est analysée dans le chapitre 15 (Krätli *et al.*) comme une composante importante des investissements publics en faveur du développement pastoral. Les auteurs soulignent que les projets d'hydraulique pastorale qui ont été mis en œuvre au Tchad entre le milieu des années 1990 et le milieu des années 2010 visaient à soutenir la mobilité pastorale plutôt qu'à promouvoir la sédentarisation. Cette orientation contrastait avec de nombreux projets d'hydraulique pastorale au Sahel qui avaient été conçus auparavant pour contrôler les populations nomades et intensifier la production agricole. Des projets innovants au Tchad tels qu'Almy Bahaïm, le Projet d'hydraulique pastorale au Kanem (PHPK) et Almy Al Afia se sont concentrés sur l'approvisionnement en eau le long des routes de transhumance pour faciliter la mobilité des troupeaux, en intégrant des composantes sociopolitiques nécessaires à l'accès aux ouvrages. Leur approche systémique a inclus la fourniture de l'eau dans le fonctionnement des écosystèmes pastoraux, en tenant compte des modes pastoraux d'utilisation de ressources variables et de gestion du bétail. L'expérience tchadienne démontre la nécessité de politiques soutenant la mobilité pastorale pour promouvoir une gestion durable des ressources dans les environnements arides.

Une autre composante importante des projets de développement pastoral concerne l'alimentation du bétail. Cette question est cruciale dans le maintien de l'activité pastorale, notamment en période de crise climatique ou sécuritaire. Les auteurs du chapitre 16 (Bénard *et al.*) s'emparent de cette question et passent en revue les solutions pour améliorer la disponibilité et l'accessibilité en fourrages et en aliments du bétail au Tchad. Dès l'arrivée de la saison sèche chaude, les résidus des cultures prennent le relais des fourrages naturels dans la ration des troupeaux. Mais ces résidus ont une qualité alimentaire faible qui de plus diminue avec le temps de séchage sur la parcelle. Un élément déterminant est alors la capacité, pour les éleveurs, particulièrement en années de crise, à compléter les rations des animaux par des aliments dits « concentrés ». Ces aliments permettent d'apporter aux troupeaux, avec peu de volume, le complément énergétique ou azoté dont ils ont besoin. Ils sont souvent constitués de coproduits agro-industriels, artisanaux ou domestiques. Les coproduits agro-industriels sont produits en grandes quantités et présentent une qualité relativement régulière, mais ils sont parfois difficiles d'accès. Les coproduits issus d'unités artisanales sont sans doute le levier le plus important pour les pasteurs : ces unités sont en effet capables de produire des quantités importantes d'aliments (tourteaux et sons de céréales), et elles sont globalement

bien réparties sur le territoire. Les coproduits domestiques offrent en revanche peu de perspectives d'action car ils répondent à d'autres logiques que l'élevage transhumant.

Un exemple de projet de développement pastoral est donné dans le chapitre 17 (Baudouin *et al.*). Il s'agit du programme de renforcement de l'élevage pastoral dans les régions du Batha, de l'Ennedi Ouest et du Wadi Fira (Prepas). Ce long programme financé durant douze ans a été conçu et mis en œuvre selon une approche « intégrée ». Il aborde sous différents angles les besoins des populations pastorales, allant des infrastructures hydrauliques aux services de santé humaine en passant par l'appui à la gestion des ressources naturelles, aux associations, ou aux activités génératrices de revenus. Le programme a aussi confié à des partenaires de la recherche la définition et la réalisation durant douze ans d'un programme de suivi-évaluation des activités effectuées, permettant ainsi d'obtenir des données précieuses sur le devenir des ménages pastoraux et des ressources naturelles. Cette approche originale sur la durée, pluridisciplinaire, pluri-acteurs, multi-niveaux et intégrée du développement pastoral apparaît très opérationnelle sur le terrain.

En dernier ressort, les politiques et les projets d'appui au pastoralisme doivent composer avec un certain nombre d'incertitudes qui pèsent sur l'avenir du pastoralisme. La gestion de ces incertitudes peut être traitée par la construction de scénarios prospectifs, destinés à appuyer la prise de décisions stratégiques. C'est l'objet du chapitre 18 (Doligez *et al.*) qui rend compte d'un exercice prospectif conduit à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest en appui à l'élaboration d'une stratégie régionale de développement pastoral. Pour les auteurs, de nombreuses menaces s'accumulent à l'échelle régionale autour des enjeux liés à l'élevage. Qu'il s'agisse des dissensions croissantes entre pays sahéliens et côtiers, des dépendances alimentaires accrues de la région vis-à-vis du marché mondial, du risque foncier, ou du manque de cohérence des politiques publiques, toutes ces menaces nécessitent d'identifier les trajectoires de bifurcation possibles pour y faire face. Pour les auteurs du chapitre, il s'avère utile de refonder une perspective intégrée sur des fondements communs à construire entre les parties prenantes concernées. Cette perspective doit reposer sur l'interdépendance que partagent, chacun à leur niveau, pays sahéliens et pays côtiers, consommateurs et producteurs, agriculteurs et éleveurs, citoyens et responsables politiques. On assiste ainsi à l'apparition de nouvelles formes de solidarité et de coopération qu'il convient d'encourager. Ces réflexions nous paraissent particulièrement utiles pour penser l'avenir du pastoralisme et de l'agropastoralisme au Tchad.

QUEL AVENIR POUR LE PASTORALISME AU TCHAD ?

Du fait de ses spécificités en termes d'habitat et de gestion de la mobilité, l'élevage pastoral est victime de nombreuses incompréhensions. Ce constat nous

a conduits à rendre compte d'approches complémentaires afin de pouvoir mieux évaluer cette réalité mouvante, et de lutter contre les idées reçues. Le lecteur pourra suivre pas à pas la démarche qui vise à comprendre les ressorts de l'élevage pastoral, décrire les évolutions actuelles, envisager les enjeux territoriaux de ces mutations, réfléchir aux solutions politiques et tracer des perspectives futures.

Alors que les mobilités récentes des éleveurs ont été très peu documentées, elles s'inscrivent dans une histoire très riche des mobilités pastorales au Sahel et en savane. Transhumances recomposées et migrations sont ainsi partie intégrante de cet élan pastoral qui a traversé l'ensemble de l'Afrique soudano-sahélienne.

La croissance des effectifs s'est doublée d'une course aux ressources pastorales (eau, parcours et résidus de culture) qui par endroits a été l'objet d'alliances, de rapports de force, ou de conflits. Si les éleveurs se sont très peu tournés vers la pratique des cultures fourragères, ils ont en revanche massivement eu recours aux aliments concentrés (notamment pendant les périodes de soudure grâce aux programmes gouvernementaux de sauvegarde du bétail).

Cette course aux ressources pastorales s'est déroulée en même temps qu'une course aux terres cultivées. La région a en effet connu un développement sans précédent des surfaces cultivées. L'appropriation du foncier a là aussi été l'objet d'alliances, de rapports de force ou de conflits.

Puisse cet ouvrage contribuer à éclairer les décisions publiques nationales et locales pour favoriser la gestion concertée des territoires et le développement durable des activités d'élevage. Il s'agit en particulier de faciliter la sécurisation des familles agropastorales et d'améliorer leurs moyens d'existence, de réduire le nombre de conflits d'usage des ressources agropastorales, et de renforcer l'intégration des éleveurs agropastoraux dans les filières de commercialisation et dans la gestion des communs.

BIBLIOGRAPHIE

- African Development Bank Group (AFDB), 2023. Tchad: Pacte pour l'alimentation et l'agriculture, <https://www.afdb.org/en/documents/tchad-pacte-pour-l'alimentation-et-l'agriculture>
- Alfarouk I.O., Avella N., Grimaud P. (éd.), 2011. La politique sectorielle du pastoralisme au Tchad: quelles orientations? Actes du Colloque national, 1-3 mars 2011, République du Tchad, ministère de l'Élevage et des Ressources animales, N'Djaména, 183 p.
- Alinon K., Mian-Oudanang K., 2025. Agriculture, pastoralisme et aires protégées: tensions et solutions pour l'avenir des territoires ruraux en Afrique centrale et au Sahel. Actes de la Conférence internationale qui s'est tenue à N'Djaména du 2 au 4 octobre 2024, <https://accept-tchad.org/conference-agro-pasto>, y compris le rapport de la conférence, 15 p.

- Barraud V., Mahamat Saleh O., Mamis D., 2001. L'élevage transhumant au Tchad oriental. Projet Aseto, Projet Almy Bahim, ministère de l'Élevage, N'Djaména, 137 p.
- Duteurtre G., Kamil H., Le Masson A., 2002. Étude sur les sociétés pastorales au Tchad. Rapport de synthèse, Programme de Sécurisation des Systèmes Pastoraux (PSSP), ministère de l'Élevage au Tchad, Rapport Cirad-EMVT n° 02-051, Montpellier, 45 p. + 3 rapports annexes.
- Faostat, 2025. Données sur les cultures et les produits animaux, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/QCL>
- Le Rouvreur A., 1989. Sahéliens et Sahariens du Tchad. Paris, L'Harmattan, 535 p. (réédition de l'ouvrage édité en 1962 par les Éditions Berger-Levrault, Paris, 467 p.).
- Marty A., Eberschweiler A., Zakinet D., 2009. Au cœur de la transhumance : un campement chamelier au Tchad central, septembre 2006 – avril 2007. Paris, Karthala, en coédition avec Antea et l'Iram, 277 p.
- Pastor, 2022. Atlas tchadien des infrastructures pastorales. Version provisoire, avril 2022, Pastor, 90 p.
- Réounodji F., Tchaouna W., Banzhaf M., 2005. Vers la sécurisation des systèmes pastoraux au Tchad : Enjeux et éléments de réponse. N'Djaména, Projet de Sécurisation des Systèmes Pastoraux (PSSP), PSSP-DDPAP-Iram, 108 p.
- CSAO/OCDE-AFD, 2013. Élevage pastoral : Une contribution durable au développement et à la sécurité des espaces saharo-sahéliens. Actes du colloque de N'Djaména, 27-29 mai 2013, 162 p.
- Sougnabé P., 2016. État des lieux de l'élevage et du pastoralisme au Tchad. SE-Cilss PRA/SA-LCD-POP-DEV, 54 p. http://www.pplateforme-pastorale-tchad.org/classified/Etat_des_lieux_Tome2_SNDP_VD.pdf

Portraits d'éleveurs

Nadjitessem TANASSENGAR, Mahamat Amine MAHAMAT AHMAT,
Guillaume DUTEURTRE

Ce sont les éleveurs et les éleveuses qui incarnent le mieux la réalité de l'élevage pastoral au Tchad. Ils mettent en œuvre une grande diversité de pratiques. La conduite des animaux sur parcours implique notamment la mobilité du troupeau, des bergers ou des familles, mais aussi le recours plus ponctuel à des compléments fourragers ou à des concentrés. Les traitements sanitaires, la gestion de la reproduction, la traite, la transformation du lait et le commerce des produits sont aussi des éléments importants des savoir-faire pastoraux. Les éleveurs sont parfois spécialisés dans la conduite des troupeaux pastoraux. Mais ils sont aussi pour certains impliqués dans des activités agricoles, commerciales, ou religieuses. Les réduire à leur statut d'« éleveur » constitue alors une simplification de ces réalités sociales complexes.

Les dix portraits présentés ici sont issus d'entretiens menés dans différentes provinces du Tchad. Ils sont regroupés en cinq catégories. Les pasteurs [*portraits 1 et 2*] et agropasteurs mobiles [*portraits 3 et 4*] sont nomades ou semi-nomades. Ils pratiquent la transhumance ou d'autres formes de mobilité. Les agropasteurs sédentaires [*portraits 5 et 6*] ne pratiquent plus la transhumance, mais gardent une identité et une culture pastorales. Les agriculteurs-éleveurs [*portraits 7 et 8*] sont sédentaires et pratiquent pour certains l'élevage de ruminants, mais de manière secondaire. Ils sont surtout attachés culturellement à l'agriculture. Enfin, les éleveurs-entrepreneurs [*portraits 9 et 10*] sont des investisseurs. Ils viennent souvent de la ville. Ils détiennent des fermes agropastorales (ou « jardins ») installées sur des parcelles privatives, ou possèdent des troupeaux qu'ils confient à des bergers.

**PORTRAIT 1 :
DJIBRINE ALHASSANA,
PASTEUR NOMADE TRANSHUMANT**



« Je me nomme Djibrine Alhassana. Je suis né dans les années 1970 à Abou Hidjilidj [province du Batha].

Dès l'âge de 7 ans, j'ai commencé à garder le troupeau de camelins de mon père aux alentours du campement. En journée nous nous relayions mon grand frère et moi. Le soir, notre père nous rejoignait et nous rentrions ensemble au campement.

J'ai reçu mes premiers animaux lors de mon baptême puis à ma circoncision et enfin à mon mariage. Je me suis marié en 1992. C'est mon père qui a payé la dot. Il s'est occupé de tout et m'a en plus donné quatre vaches. Je possédais alors 15 vaches. Mes animaux étaient conduits au pâturage avec ceux de mon père. En 2002, j'ai épousé une seconde femme, et cette fois en payant la dot avec mes propres moyens. Je trouvais les bovins fragiles par rapport aux dromadaires. Ils ne supportent pas la sécheresse et ont souvent besoin d'être complémentés. Par conséquent, chaque fois que je vendais un taureau, je le remplaçais par une chamelle. C'est ainsi que j'ai constitué progressivement un troupeau de dromadaires. Lorsque mes enfants ont été suffisamment grands, je me suis séparé de mon père pour organiser mes déplacements et mes activités agropastorales seul avec ma famille. J'ai partagé

les tâches liées à la conduite des troupeaux avec trois de mes enfants. Le premier s'occupait du troupeau des bovins, le second des dromadaires et le troisième des petits ruminants.

Aujourd'hui mon troupeau compte 60 dromadaires, 15 bovins et 50 petits ruminants. Les bovins, les petits ruminants et les dromadaires n'ont pas les mêmes besoins, et nous avons donc adapté notre itinéraire de transhumance et organisé la famille en conséquence. Pendant la saison pluvieuse, ma seconde épouse et moi remontons vers le nord jusqu'à Koumba Oulanga dans la région du Borkou, avec les camelins et une partie des petits ruminants. Ma première épouse et les enfants s'arrêtent dans la zone d'Abou Hidjilidj avec les bovins et le reste des petits ruminants. Pendant la saison sèche, nous nous retrouvons tous ensemble dans la zone d'Ambassatna près du Fitri.

En 2018, la saison sèche a été rude, j'ai perdu plus de 20 bovins en raison du mauvais état des pâturages. J'étais obligé d'aller plus en profondeur dans le Fitri mais aussi d'acheter des sacs de tourteau pour compléter les bovins afin d'en sauver quelques-uns. »

Localisation :

Férik Al Ibeyite,
département de Fitri,
province du Batha

Groupe ethnique :
Arabe Ouled Himed

Date de l'entretien :
le 18 mars 2023



Photo : Dromadaire et son chamelon au Fitri

PORTRAIT 2:
MAHAMAT ALHDJ HASSAN,
PASTEUR SEMI-NOMADE TRANSHUMANT



« Je m'appelle Mahamat Alhdj Hassan, j'ai 40 ans. Je suis né à Madiago près de Mandelia. J'ai dix enfants, mais seulement deux m'aident dans les activités d'élevage, les autres vivent en ville.

J'ai reçu mes dix premiers bovins de mon père quand j'avais 20 ans, avant mon mariage. C'était une récompense pour le travail que j'avais effectué pour lui. Puis, quand mon père est mort en 2019, j'ai hérité de 30 bovins. Aujourd'hui, je possède environ 400 bovins et 40 petits ruminants.

J'emploie pendant toute l'année quatre bergers (deux Arabes et deux Peuls) que je paye chacun 25 000 francs CFA par mois. Le travail des bergers est particulièrement important pendant la saison des pluies. Ils veillent en permanence sur les animaux pour limiter les dégâts sur les cultures. Mes enfants aident les bergers dans la conduite des troupeaux. Les animaux sont conduits en quatre lots tout au long de l'année. Chaque berger est responsable d'un *dan*¹.

Le groupe de tentes avec lequel je vis s'installe ici sur ce *manzil*² en saison sèche depuis vingt-deux ans. Ce sont mon père et celui de l'actuel *katchala*³ qui ont choisi cet endroit car le précédent *manzil* se trouvait en territoire kotoko. Les communautés sédentaires demandaient aux éleveurs de quitter les lieux dès les premières pluies pour cultiver leurs champs, ce qui était très contraignant. Nos parents ont donc décidé d'acheter auprès d'eux cet endroit afin de pouvoir le quitter quand ils le souhaitent. Nous ne pratiquons pas l'agriculture sur ces terres qui nous appartiennent. Nous laissons les Kotoko les cultiver librement et gratuitement. Les agriculteurs profitent ainsi de la fumure organique apportée par le bétail. Les membres du campement entretiennent de bonnes

1. Le *dan* est un mot arabe qui désigne un « lot » d'environ 50 à 100 têtes.

2. Le *manzil* est le lieu de campement, endroit où l'on campe.

3. Le *katchala* est le représentant et chef du campement.

relations avec les Kotoko, nous nous offrons mutuellement des cadeaux lors des baptêmes et il arrive que les Kotoko nous offrent un peu de leurs récoltes issues de la culture de nos terres.

Cette zone est intéressante car elle est à proximité du fleuve Logone. Les animaux restent pâturer dans les alentours du campement, ils ne descendent pas plus profondément dans les yaérés. Je complémente les animaux avec des pailles. J'achète aussi pour 250 000 francs CFA par mois de complément, principalement des pailles de jardins, du tourteau et des inflorescences de rônier. Pour mes besoins de trésorerie, je vends environ 30 bovins par an, mâles et femelles confondus. Je vends surtout en saison sèche sur les marchés à Loumia et Mandéla.

En saison des pluies, nous partons en transhumance jusqu'à Dourbali-Karmé dans le Hadjer Lamis. Le trajet dure environ un mois. C'est au niveau de El Arba que les animaux traversent le fleuve Chari lors de la transhumance vers le nord. Les bovins traversent en nageant et les petits ruminants sur des pirogues. Nous avons l'habitude d'emprunter ce passage avec les animaux. Nous ne traversons pas par le pont car les animaux deviennent agités au contact des véhicules et du monde. Nous passons deux mois environ à Dourbali-Karmé. Nous y vendons du *ruaba*⁴ et de l'huile de beurre, puisque le lait est abondant pendant cette saison.

Localisation :
sous-préfect. de Mandéla,
département du Chari
Groupe ethnique : Arabe
Ouled Ahmat (Hiyeciye)
Date de l'entretien :
le 22 juin 2023



4. Lait fermenté écrémé, souvent appelé « lait caillé ».



Photo : Troupeaux au pâturage (yaérés du Logone, sous-préf. de Mandelia, département du Chari)



Photo : Campement des yaérés en bordure du Logone (canton de Mandelia, département du Chari)

Les principaux problèmes que je rencontre sont liés, depuis toujours, aux vols de bétail, aux sécheresses, aux maladies et à la réduction des aires de pâturage due à l'implantation de nouveaux champs. Je perds environ 20 bovins par an à cause des maladies, principalement le charbon bactérien et la péripneumonie contagieuse bovine. »

PORTRAIT 3 :
MAHAMAT ALKHALI,
AGROPASTEUR SEMI-NOMADE TRANSHUMANT



« Je m'appelle Mahamat Alkhali, je suis né en 1963 à Ouadi Rimé dans le Batha.

Dès mon plus jeune âge, j'ai gardé les animaux de mon père. À l'époque, nous transhumions entre Koubba Oulanga (province du Barh El Gazel) et Ambassatna dans le Fitri (province du Batha). Quand je me suis marié en 1982, j'ai reçu de mon père 15 dromadaires, 10 chèvres et 20 moutons. Mes animaux et ceux de mon père continuaient à pâturer ensemble.

La sécheresse de 1984 nous a contraints à changer d'itinéraire de transhumance pour nous réfugier dans la zone de Yao près du lac Fitri. Mon père a perdu un grand nombre de bovins qui n'ont pas résisté à la sécheresse, au contraire des camelins. Autour de 1992, une forte pluviométrie a entraîné des inondations de la zone du Fitri. Nous avons alors été obligés de migrer vers Bokoro dans la région [aujourd'hui la province] de Hadjer Lamis. Mon père et moi avons perdu une dizaine de camelins durant cette période. L'année suivante, nous sommes revenus dans le Fitri. Nous nous sommes installés dans les localités d'Addoubak et Laclac à Ambassatna où nous sommes restés plus de dix ans malgré les difficultés d'accès à l'eau potable et les insectes piqueurs.

Après cette période, notre communauté a demandé et obtenu de l'État la construction d'un puits pastoral à Attilehé près de Ouadi Rimé [province du Batha], mais l'eau du puits s'est avérée insuffisante. Pour la réhabilitation du puits, nous avons participé financièrement chacun selon notre capital bétail. Nous avons rassemblé plus de 11 millions de francs CFA pour réhabiliter le puits. Tout le monde était content. D'autres éleveurs de passage pouvaient, s'ils le demandaient, abreuver leurs troupeaux. Malheureusement, l'année suivante, avant même notre retour de transhumance, un conflit a éclaté autour du puits entre deux fractions arabes. Ce conflit a entraîné des morts d'hommes. Le gouverneur de la région a dû intervenir. Ces événements ont entraîné la fermeture du puits par l'État. Nos efforts pour la réouverture du puits ont tous été vains, nous obligeant à chercher un autre point d'attache.

En 2013 nous avons rallié la région du Bahr El Gazel, puisque nous y avons des parents lointains qui ont accepté de nous accueillir. J'ai encore perdu beaucoup d'animaux pendant cette période.

Je possède actuellement 53 camelins et 40 petits ruminants. Dans le Bahr El Gazel, j'ai commencé à pratiquer l'agriculture de subsistance. J'ai aussi pris une seconde épouse de l'ethnie gorane kreda pour consolider les liens avec les autochtones.»

Localisation :

férik Khalab al Djamaa,
département de Fitri,
province du Batha

Groupe ethnique :

Arabe Djaatné

Date de l'entretien :

le 20 mars 2023



Photo : Mahamat Alkhali et son troupeau de dromadaires dans le département du Fitri (Batha)

PORTRAIT 4:
RISKOUA DAN MAI YARA,
AGROPASTEUR SEMI-NOMADE TRANSHUMANT



« Je me nomme Riskoua Dan Mai Yara, j'ai 71 ans et je suis le *katchala*⁵ de mon campement.

J'ai fait mes premiers pas dans l'élevage à l'époque du président François Ngarta Tombalbaye⁶. J'étais berger de petits ruminants pour d'autres éleveurs. Cette activité m'a permis de constituer un premier cheptel de 40 petits ruminants. J'ai alors cessé d'être berger salarié pour me consacrer à la conduite de mes propres animaux. Après quelques années, le nombre de mes petits ruminants avait atteint trois à quatre *dan*⁷. Mon père étant vieillissant, je suis donc retourné à la maison afin de l'aider dans la conduite des bovins et m'occuper de lui. J'ai dû employer un berger pour s'occuper de mes petits ruminants. Après la mort de mon père, j'ai hérité de quelques bovins. Grâce à une bonne gestion de ces animaux et des bons pâturages, je possède aujourd'hui quatre à cinq *dan* de bovins.

J'emploie actuellement neuf bergers peuls pour conduire les animaux toute l'année. Mes fils qui ne sont pas mariés assistent les bergers. Cinq bergers s'occupent des bovins et quatre des petits ruminants. Chaque berger est responsable d'un *dan*.

5. Le *katchala* (terme arabe équivalent au *lawan* en langue peule) est le chef du campement mobile (*diran* en arabe, *gure* en langue peule) qui constitue l'unité de transhumance.

6. C'est-à-dire dans les années 1962-1969 (note de l'éditeur).

7. Un *dan* est un terme arabe désignant un « lot » d'animaux que l'on peut estimer de 50 à 100 têtes.

Nous installons notre campement sur ces lieux en saison sèche depuis treize ans déjà. Auparavant, nous nous installions dans la zone de Kournari, plus au nord, mais nous avons quitté la zone parce que les aires de pâturage ont été transformées en jardins et en parcelles de cultures. Tout jeune, je connaissais déjà cet endroit, les pâturages y sont bons. Le campement a été installé à cet endroit précis car un agriculteur arabe nous a demandé d'y séjourner afin de bénéficier de la fumure animale. Avant, tous mes animaux passaient la saison sèche sur le campement où nous nous trouvions. Mais maintenant, la terre est sèche, il n'y plus assez de pâturages car d'autres éleveurs venus du nord se sont également installés dans la zone. J'envoie par conséquent une partie des bovins et les petits ruminants pâturer au Cameroun en saison sèche. Seules quelques femelles lactantes restent au campement.

En début de saison pluvieuse, mes fils et mes bergers me retrouvent tous sur ce campement ou à El Arba au bord du fleuve Chari pour démarrer ensemble les transhumances vers le nord. Nous transhumons jusqu'à Moyto et N'Goura dans le Hadjer Lamis où s'établissent les troupeaux de bovins. Les petits ruminants poursuivent le trajet jusqu'au Bahr El Gazel car il y a souvent trop d'humidité pour eux à Moyto et N'Goura.

Localisation :
yaérés, sous-préfect.
de Mandéla,
département du Chari
Groupe ethnique :
Peul Oudah
Date de l'entretien :
le 23 juin 2023





Photo : Tente du campement peul de Riskoua Dan Mai Yara (sous-préf. de Mandelia, département du Chari)



Photo : Troupeau de bovins dans les yaérés au bord du Logone (sous-préf. de Mandelia, département du Chari)

L'élevage est une activité risquée. Pendant les premières années de la présidence d'Idriss Deby⁸, j'ai connu la pire période pour mon élevage. J'ai perdu beaucoup d'animaux, un *dan* à peu près, à cause des mouches et des maladies pulmonaires engendrant des avortements et la mort chez les bovins. Le nombre de mes petits ruminants a également baissé car j'en ai donné à mes femmes, à mes enfants et à certains proches. J'ai aussi vendu des animaux pour mes besoins de trésorerie. J'en ai aussi perdu quelques-uns à cause de la maladie appelée *ambourdoub*⁹ qui continue à tuer certains animaux.

J'ai acheté, il y a sept ans, des parcelles aux Arabes installés à proximité du campement pour y pratiquer l'agriculture. J'emploie des gens pour les cultiver. Mes femmes et enfants participent également à la préparation des cultures (labour et semis) avant le départ en transhumance.»

PORTRAIT 5 :
TAHIROU ISSAKHA IBRAHIM,
AGROPASTEUR SÉDENTAIRE



«Je me nomme Tahirou Issakha Ibrahim. J'ai 48 ans. Ma famille se compose de 3 épouses et 26 enfants. Je suis le chef de fèrik.

Notre fèrik est installé depuis 15 ans à proximité de Moissala village. Avant cela, nous n'avions pas de lieu d'habitat fixe. Nous nous déplaçons constamment avec les animaux à la recherche de pâturage. Le pâturage s'étant raréfié, nous avons choisi de nous installer ici afin de pratiquer également l'agriculture.

Mon troupeau de départ, je l'ai reçu de mon père. Le jour où je me suis marié, il m'a donné 30 bovins pour prendre en charge ma famille, en plus de la dot versée à ma belle-famille. À mes débuts, mon cheptel augmentait normalement, je n'avais pas de difficultés à subvenir aux besoins de ma famille.

8. C'est-à-dire dans les années 1990-2000 (note de l'éditeur).

9. L'entérotaxémie, une maladie d'origine bactérienne.

Cinq années après mon mariage j'ai vendu un taureau pour m'acheter une dizaine de moutons, puisque les moutons se reproduisent plus rapidement. Je pouvais les vendre facilement, afin de subvenir aux besoins de la famille, ou les abattre pour ma propre consommation lors des fêtes de Tabaski, ou lors des cérémonies de baptême des enfants.

Depuis six ans, je ne pratique plus la transhumance car j'ai perdu beaucoup d'animaux. À cette époque, un Peul venu de Centrafrique, que je ne connaissais pas personnellement, a tué un habitant de Moissala, la ville voisine. Comme le responsable de ce crime était de mon ethnie, les autorités ont saisi tout mon cheptel bovin au titre du paiement de la *diya*¹⁰. J'ai reconstitué mon cheptel grâce à l'aide reçue des parents installés un peu plus à l'est dans le Logone Oriental. J'ai reçu d'eux 30 bovins que j'ai partagés avec mes frères qui étaient dans la même situation. Pour appuyer la reconstitution du cheptel, j'ai exercé le métier de berger salarié.

Je pratique l'agriculture sur les terres que j'ai héritées de mon père, les résidus de récolte me permettent de nourrir les animaux.

L'élevage est le savoir-faire que nous avons reçu de nos parents. C'est l'activité que nous avons toujours connue. De trop nombreuses contraintes rendent sa pratique de plus en plus difficile. Parmi les difficultés que nous rencontrons, il y a le vol de bétail qui a pris de l'ampleur ces deux dernières années dans la zone, nous ne fermons pas l'œil de la nuit. Les maladies animales sont elles aussi de plus en plus récurrentes et les médicaments que nous utilisons contre elles ne sont pas efficaces. L'eau représente aussi un problème majeur. Nous achetons de l'eau d'un forage situé à une dizaine de kilomètres pour abreuver les animaux pendant la saison sèche et pour boire nous-même. En saison des pluies, les animaux boivent l'eau des mares.

Localisation :

fèrik de Moissala village,
département de Barh Sara,
province du Mandoul

Groupe ethnique :

Peul Baguirmi

Date de l'entretien :

le 27 février 2023



10. Le terme arabe *diya* signifie « le prix du sang ». Il correspond à un paiement solidaire destiné à réparer un crime commis par un des membres de la communauté.



Photo : Retour du pâturage des ovins à Moissala



Photo : Moissala : le village peul avec les cases des agropasteurs

Je pense que la situation va empirer dans les années à venir. Je ne sais pas ce que je vais faire. Je suis prêt à me lancer dans d'autres activités économiques pour nourrir mes enfants mais je n'ai pas encore trouvé lesquelles.»

PORTRAIT 6:
ZAKARIA YACCOUB,
AGROPASTEUR SÉDENTAIRE



«Je suis Zakaria Yacoub. J'ai 70 ans et je suis originaire de la province du Batha, au nord. Je réside ici dans le sud depuis le milieu des années 1990. J'ai deux épouses et onze enfants.

J'ai toujours connu l'élevage car, dès mon plus jeune âge, je gardais les vaches de mon père. À mon premier mariage, j'ai reçu une vingtaine de bœufs de mon père. Mes animaux étaient conduits au pâturage avec ceux de mes frères.

Quand j'ai atteint l'âge de 30 ans, mon cheptel avait augmenté, j'avais environ 140 têtes. J'ai alors quitté le village de mon père pour m'installer seul. C'est à ce moment-là que j'ai pris une seconde épouse. Nous étions installés aux environs d'Aboudeya dans le Batha. Mais une épidémie de charbon bactérien s'est déclenchée dans la zone, je me suis alors déplacé avec mes animaux vers le sud du pays pour m'établir à Korbol [province du Moyen Chari]. Quelques années après, l'explosion démographique dans la zone a conduit à l'extension des terres cultivées et à la réduction des aires de pâturage. J'ai alors décidé une fois de plus de me déplacer pour rallier le fèrik où je suis actuellement, qui est

situé dans la même province du Moyen Chari. J'ai rejoint mon frère qui s'était installé ici dix ans auparavant.

Avant que je m'installe ici, je pratiquais la transhumance. En saison des pluies, j'amenais mes animaux depuis Korbol jusqu'à Mongo dans le Guera, en laissant sur place à Korbol une partie de la famille et du bétail (principalement les vaches en lactation et les animaux fatigués).

Depuis dix ans, je ne pratique plus la transhumance car mon cheptel est trop petit. En saison sèche, n'ayant pas les moyens de compléter tous les animaux, je sépare les vaches gestantes des autres animaux. Pour celles-ci, j'achète du tourteau d'arachide et les autres animaux se contentent des parcours naturels. J'ai engagé un bouvier que je rémunère 20 000 francs CFA par mois. Quand je n'ai pas d'argent, je lui donne un veau tous les quatre mois. Le lait est lui aussi entièrement à sa disposition puisqu'en saison des pluies, lorsque la production du troupeau est importante, le bouvier amène les animaux pâturer à une trentaine de kilomètres du fèrik, afin d'éviter la dévastation des champs par les animaux. Il ne peut donc pas acheminer le lait jusqu'à moi. J'ai aussi quelques ovins et caprins acquis à mes débuts dans l'élevage. Ils me permettent de parer aux besoins de trésorerie.

Depuis que je me suis installé dans ce fèrik, je pratique également l'agriculture. Je cultive le maïs, le sorgho, l'arachide et, certaines années, le coton. Une partie des récoltes est auto-consommée par ma famille, une autre partie est vendue dès la récolte et une dernière partie est gardée et revendue pendant la saison pluvieuse à des prix plus élevés. Je possède aussi un jardin où je produis des citrons, des avocats.

Localisation :

fèrik Al Bir, sous-préfecture
de Balimba, département
du Barh Kôh, province
du Moyen Chari

Groupe ethnique :

Arabe Missérié

Date de l'entretien :

le 5 mars 2023



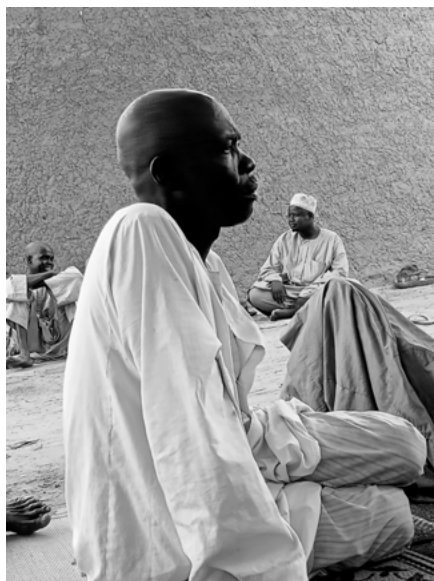


Photo : Case de Zakaria Yacoub, agropasteur sédentaire dans le village Al Bir (département du Barh Kôh, province du Moyen Chari)

Rester sur ces terres devient de plus en plus difficile, car, depuis quatre ans, les communautés autochtones refusent de travailler dans nos champs. Nous sommes considérés comme des étrangers et je pense que nous serons bientôt amenés à quitter les lieux. Je n'entrevois pas de solution à tous ces problèmes, je m'en remets à Dieu.

Mes enfants ont grandi, j'ai payé la dot pour le mariage de chacun d'eux, et leur ai donné des animaux pour prendre soin de leurs familles. Mes grands enfants ne sont pas éleveurs car ils trouvent qu'il n'y a plus assez de perspectives dans cette activité. Deux sont devenus couturiers et un est commerçant au Gabon. »

PORTRAIT 7:
ABAKAR ALADJI, AGRO-ÉLEVEUR SÉDENTAIRE
ENGAGÉ DANS L'ÉLEVAGE PASTORAL



« Je m'appelle Abakar Aladji. J'ai 45 ans. Je suis né dans le village de Ouldo. Jusqu'à récemment, je ne pratiquais que l'agriculture. Je possède 2 ha que j'ai reçus en héritage. Le premier champ se trouve dans une zone de bas-fonds à coté des mares. J'y cultive des plantes maraîchères et du gombo. Le second champ, en surplomb, est utilisé pour la culture du sorgho. Ma famille participe aux travaux agricoles. Toutefois, je loue chaque année un tracteur pour le labour et j'emploie temporairement des gens pour le désherbage et le semis à la main. Mes champs sont amendés avec les excréments de mes animaux. L'année dernière, je n'ai récolté que 5 sacs sur les 2 ha alors qu'une année auparavant j'en avais récolté 13. Les récoltes dépendent des pluies.

J'ai commencé l'élevage il y a dix ans car j'ai constaté que c'était bénéfique. C'est d'abord une épargne pour ma famille. Je peux vendre un animal pour mes besoins de trésorerie ou pour les cérémonies. Mais c'est aussi une source de revenus assez stable dans le temps. L'élevage peut rapporter de l'argent en toute saison, contrairement à l'agriculture qui rapporte seulement au moment des récoltes.

Au démarrage de mon activité d'éleveur, j'ai acheté quatre chèvres et six moutons en vendant quelques sacs de céréales. Je possède aujourd'hui 15 chèvres et 30 moutons. J'utilise les résidus de récolte pour compléter mes animaux.

Je vends certains de mes animaux juste avant la fête de Tabaski, période pendant laquelle les prix sont élevés, et je rachète de jeunes animaux avec les bénéfices générés. Je ne vends que les mâles, et j'essaie de garder les femelles pour la reproduction. Lorsque mes animaux sont malades, j'utilise les produits vétérinaires pour les traiter. Je leur donne également des vitamines.

Au début, les animaux étaient gardés par mes enfants. Mais lorsque leur nombre a augmenté, j'ai embauché un berger peul qui les garde toute l'année. Je rémunère le berger plus cher en saison des pluies car, pendant cette période, le gardiennage est plus compliqué à cause des nombreux champs qui entourent le village. Mes animaux ne transhument pas pendant la saison des pluies. Ils pâturent autour du village et le soir ils sont rentrés dans des cases pour les protéger des insectes. En début de saison sèche, le berger conduit le troupeau au pâturage du lever du jour jusqu'à 15 heures et les ramène au village où il leur distribue des fanes de haricots et autres résidus de culture que j'ai stockés. Vers la fin de la saison sèche, le pâturage se raréfie autour du village, le berger conduit alors les animaux plus loin dans les yaérés, vers Zimgah, un village mousgoum. Il s'installe dans un campement avec d'autres bergers. Je les visite une fois par mois afin de payer le berger et contrôler les animaux.

Je fais face à plusieurs difficultés dans mes activités d'élevage : le vol de bétail, les maladies, mais surtout la réduction des aires de pâturage due à l'implantation de nouveaux champs chaque année. Si l'espace se ressert davantage, j'envisage d'envoyer mes animaux en transhumance vers le nord pendant la saison pluvieuse. »

Localisation :
village de Hilé Ouldo,
sous-préf. de Mandéla,
département du Chari
Groupe ethnique :
Borno (Kanouri)
Date de l'entretien :
le 23 juin 2022

